Des républiques en armes à la République armée : guerre révolutionnaire, fédéralisme et centralisme au Venezuela et en Nouvelle-Grenade, 1808-1830

Clément Thibaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/9073>

DOI : 10.4000/ahrf.9073

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 57-86

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Clément Thibaud, « Des républiques en armes à la République armée : guerre révolutionnaire, fédéralisme et centralisme au Venezuela et en Nouvelle-Grenade, 1808-1830 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 348 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 01 juin 2010, consulté le 27 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9073> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.9073>

Ce document a été généré automatiquement le 27 avril 2022.

Tous droits réservés

Des républiques en armes à la République armée : guerre révolutionnaire, fédéralisme et centralisme au Venezuela et en Nouvelle-Grenade, 1808-1830

Clément Thibaud

Ce n'est point le peuple naissant qui dégénère ; il ne se perd que lorsque les hommes faits sont déjà corrompus¹.

- 1 L'historiographie universitaire a longtemps délaissé les indépendances hispano-américaines alors que prospéraient les monographies mythifiantes et les histoires patriotiques. Le Venezuela, berceau de Simón Bolívar, célébrait un « culte du *Libertador* », malgré de grandes voix discordantes². Les années 1990, marquées par le livre de François-Xavier Guerra, *Modernidad e independencias*³, ont renouvelé l'intérêt pour ce moment fondateur des nations latino-américaines. À l'approche du bicentenaire de 2010, les ouvrages se multiplient, explorant des facettes négligées de ces événements complexes. Dans ce contexte, la compréhension des aspects militaires a beaucoup pâti des apologies nationalistes forgées au XIX^e s. L'armée héroïque de Bolívar figurait le saint des saints du panthéon républicain. La persistance des présupposés de l'*Historia Patria* occultait ainsi les enjeux véritables des guerres hispaniques. Le dogme affirmait que les nations préexistaient à leur émancipation⁴. Ce parti pris interprétatif rejaillissait sur le choix de l'échelle d'analyse, réduite à son contexte local. Autrement dit, le processus révolutionnaire se réduisait à l'actualisation événementielle d'une structure politique et d'une identité nationale sous-jacentes. En mettant fin à la dynastie des Bourbons, l'invasion napoléonienne de 1808 ne formait que le prétexte des émancipations, lesquelles relevaient de « l'ordre de la nature »⁵, comme le soutenaient certains protagonistes. La renaissance des études révolutionnaires commença par une critique radicale de la téléologie nationaliste et de

son échelle d'analyse locale. Si les indépendances relevaient moins d'une nécessité structurale que d'une dynamique historique, les développements guerriers ne devaient plus être réduits à une toile de fond narrative – et décorative – mais apparaissaient comme autant de causes agissantes de la transformation de la monarchie espagnole en nations hispaniques. L'histoire révolutionnaire ne pouvait se limiter au paradigme de l'indépendance étatique ; l'adoption de formes politiques modernes, sous les espèces du libéralisme, fondait sa dynamique intime.

- 2 Les provinces de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade⁶ connurent une mutation à la fois plus précoce et plus brutale que le reste des Indes occidentales, comparable, par divers traits, à certains épisodes de la Terreur. Déjà, à la date haute de 1811⁷, quelques provinces de la Nouvelle-Grenade adoptèrent une forme républicaine de gouvernement ; au même moment, les Provinces-Unies du Venezuela se proclamèrent indépendantes de l'État, de la Couronne et du roi espagnols⁸. Le choc en retour fut violent : l'ancienne capitainerie générale fut désolée par une « guerre à mort » de 1813 à 1820. Dans certains lieux, comme à Caracas, près du tiers de la population disparut⁹. Le Venezuela, à l'interface avec le monde antillais, eut quelques Jacobins admirateurs d'Haïti, chose improbable ailleurs¹⁰.
- 3 Outre ces violences, la conséquence la plus spectaculaire de l'effondrement de l'Empire fut la naissance d'une dizaine de nations indépendantes étendues de la Californie à la Terre de Feu. Alors qu'aux États-Unis, les libertés constitutionnelles reprenaient de nombreux éléments des traditions coloniales, la transformation de la monarchie espagnole en États-nations marquait, de l'aveu même des acteurs, une rupture. Cette mutation énigmatique a pu être décrite de multiples façons, mais l'analyse des variations de l'idée républicaine offre un bon observatoire pour mieux la comprendre¹¹. La polysémie du mot « république » et les différentes formes d'institutionnalisation qu'il dénote a en effet servi à amalgamer certaines évolutions divergentes et, faut-il le dire, occulter maintes équivoques. Comme l'a si bien montré Georges Lomné, les patriciens créoles avaient la culture du républicanisme classique en partage¹². La réflexion sur la chose publique avait une grande profondeur historique parce qu'elle était inséparable d'une théologie politique catholique. La Couronne prétendait à l'*imperium* universel, dernier rempart du nœud théologico-politique contre la raison d'État¹³. Selon une vue commune, son empire restait soumis à celui des fins dernières. L'ordonnancement politique, à l'échelle de l'universalité des vassaux comme au niveau des simples *pueblos*, devait correspondre à l'exigence du bien commun. Une monarchie républicaine parce qu'universelle et catholique, en somme. Cette conception médiévale, nuancée sous les Habsbourgs, perdurait encore sous les Bourbons malgré les progrès indéniables du projet absolutiste et centralisateur¹⁴. La crise de 1808 réactiva un imaginaire archaïsant qui irrigua sermons, articles, catéchismes et pamphlets¹⁵. De façon ironique, l'expression légitimiste des années 1808-1811 favoriserait l'étude récapitulative des fondements de la monarchie hispanique plutôt que l'observation de la genèse du processus révolutionnaire.
- 4 Dans cette perspective, comment le républicanisme du bien commun, catholique et royal, se mua-t-il progressivement en un discours antimonarchique ? De même, on comprend mal comment cette formalisation ancienne de la vie collective, structurant la tradition corporative, passa du côté d'une vision presque jacobine de l'institution politique. En 1818, Simón Bolívar, le *Libertador* du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, proposait en effet d'organiser la nation à venir en une République « une et

indivisible »¹⁶. Établie définitivement par la constitution de Cúcuta (1821), la Colombie faisait rupture avec le passé républicain de l'ordre impérial¹⁷. D'une république à l'autre, le centralisme bolivarrien tentait de rompre avec la segmentation territoriale et juridique du pouvoir, souvent associée à la tradition habsbourgeoise, tout en reprenant, sécularisée, l'ancienne visée axiologique du bien commun.

- 5 Ce dénouement – précaire – était imprévisible. La solution confédérale avait d'abord paru naturelle aux patriotes pour répondre à l'effacement du cadre impérial et ressusciter l'unité à partir d'un espace envisagé dans sa pluralité. Les États-Unis d'avant et d'après 1787 servaient de modèle constitutionnel et moral. L'hypothèse défendue ici est que cette évolution ne peut pas s'identifier à la résurgence révolutionnaire de l'héritage absolutiste bourbonien. Tout au plus pourrait-on reprendre la structure de la thèse de Tocqueville en soulignant la continuité entre l'aspect fédératif de l'Empire – son « style » Habsbourg – et la forme confédérale des premières républiques. Difficile de réduire, pourtant, les oscillations entre fédéralisme et centralisme à l'opposition entre baroque habsbourgeois et classicisme bourbonien. Les dynamiques sociopolitiques portées par la guerre contribuèrent à dévoiler puis à ruiner les permanences occultées par les reformulations libérales du legs colonial. Autrement dit, la politisation et la polarisation des sociétés créoles, associées à l'ascension aux extrêmes de la guerre populaire, aboutirent, contre toute attente, à la création d'une République détachée du passé, plus exécutive que législative, plus unitaire que fédérative. Plus précaire que durable, aussi.

De l'Empire aux républiques municipales

- 6 En 1808, les abdications forcées de Bayonne déclenchèrent un vaste mouvement de loyauté en faveur du roi Ferdinand VII et le couronnement de Joseph Bonaparte suscita une indignation sincère aussi bien dans la péninsule qu'en Amérique. Le départ des Bourbons et le refus de reconnaître le changement dynastique entraînèrent une vacance souveraine qui fut suppléée, en Espagne, par l'activation d'une fiction juridique retrouvée pour l'occasion. La « réversion de souveraineté au peuple » permettait aux autorités, rejointes par des notables locaux, de se constituer en juntas provinciales. Ces dernières désignèrent une Junte Centrale du Royaume qui revêtit les insignes de la majesté royale et gouverna au nom du roi Ferdinand VII, prisonnier à Valençay. Beaucoup pensèrent que cette représentation « populaire » rétablissait la constitution historique de l'Espagne, après trois siècles d'une « tyrannie absolutiste » remontant à l'écrasement des *Comuneros* de Castille (1521). La réinvention des libertés anciennes n'empêcha pas le développement d'une révolution libérale. De manière inattendue, entre 1810 et 1812, à Cadix où s'étaient réfugiés les patriotes luttant contre l'occupation française, les Cortès extraordinaires abolissaient les institutions de l'Ancien Régime pour faire des Espagnes – Amérique et Philippines comprises¹⁸ – une monarchie constitutionnelle fondée sur la souveraineté de la nation¹⁹. L'Amérique participa activement à ce renversement par le biais de ses représentants. C'est pourquoi il est inexact d'affirmer que le processus révolutionnaire avait pour objectif initial l'indépendance des royaumes américains. Les créoles cherchèrent à redéfinir leur position au sein de l'ensemble impérial et à (re)conquérir une égalité de droit et de fait avec la métropole. Leur échec – relatif et temporaire – laissa le champ libre aux avocats de l'émancipation, les Miranda, Bolívar, Nariño et Torres.
- 7 La souveraineté populaire, l'établissement d'inédites formes de représentation politique et l'affirmation du libéralisme traversèrent l'Atlantique, mais ils eurent de

tout autres conséquences en Amérique que dans la péninsule. Lorsque, deux ans après l'Espagne, le Venezuela et la Nouvelle-Grenade se dotèrent de gouvernements autonomes, les élites créoles employèrent un argumentaire bien rodé²⁰. La réversion de souveraineté au peuple ne visait qu'à conserver localement « les droits de Ferdinand VII »²¹ pour suppléer une Régence espagnole que nul, en Amérique, n'avait mandatée. Au nom de sa province, le Socorro, le curé de Vituyma, Don Manuel Plata, exposait le processus avec clarté :

« L'époque présente a vu les Peuples [*Pueblos*] réassumer les droits de leur liberté, et l'amour de leur propre conservation les oblige à constituer des autorités qui veillent sur elles. Notre aimé seigneur, D. Ferdinand VII, fut arraché de son trône par le tyran de l'Europe, aspirant à la monarchie universelle. En Espagne, [...] la Nation essaie de se débarrasser du joug qui l'opprime. Rien n'aurait pu se faire contre l'ennemi, si en premier on n'avait pas formé un pouvoir souverain qui tint les rênes du gouvernement »²².

- 8 Ce raisonnement reprenait certaines thèses centrales du pactisme néo-thomiste du Siècle d'Or, lequel postulait l'origine populaire de la souveraineté. Ces idées auraient été, selon certains historiens, à l'origine des indépendances²³. C'était sans doute confondre une ressource intellectuelle mobilisée pour répondre à un contexte troublé avec une cause agissante. Après tout, « colonisateurs » et « colonisés » usèrent du même argument de part et d'autre de l'Atlantique dans le but de pourvoir au vide politique. La particularité de la Nouvelle-Grenade fut que le principe de réversion y reçut une interprétation radicale à travers le filtre du droit naturel et du réflexe d'incorporation. La réaction de José María Gutiérrez à la nouvelle de l'érection d'une Junte provinciale à Carthagène des Indes atteste cette double influence :

« À n'en point douter, messieurs, une fois retombé l'enthousiasme de la cité [*pueblo*] de Mompo à l'annonce de la mémorable révolution de la capitale, les liens préjudiciables rompus avec le Conseil tyrannique de la Régence, cette cité est demeurée sans autre souverain qu'elle-même. L'homme éclairé de Mompo considère ce jour avec une sorte d'orgueil, libre qu'il est de toute loi qui ne soit celle de sa conscience, et s'abstenant, pour de nombreuses et graves raisons, de contredire l'autorité qui règne dans l'opinion de cet illustre corps, il sourit de plaisir en attendant l'heureux moment de la rédaction de ses précieux droits »²⁴.

- 9 Les principales villes, constituées en corps politiques, se déclarèrent « indépendantes », voire « suprêmes » pour Bogota et Caracas, non pas relativement à la Régence, ni à la Couronne, ni encore à l'Espagne ou à l'État espagnol, ni même, au fond, à leurs voisins. La révolution des droits, en restaurant la sociabilité naturelle de l'homme, gommait la corruption des lois accomplie par l'absolutisme²⁵. La situation fut vécue comme un retour à l'état de nature, impliquant l'abolition de tout lien politique. De ce principe découlait l'indépendance revendiquée par les gouvernements américains, sans que celle-ci paraisse contradictoire avec la reconnaissance du roi Ferdinand. Mais la mise en récit du concept de « réversion de souveraineté » allait produire d'autres effets politiques. Cette histoire postulait le retour à l'origine du lien politique, c'est-à-dire à l'état de nature. Ce dernier n'était pas peuplé d'individus solitaires, comme le supposait le droit naturel après Hobbes. La prégnance culturelle du *ius civile* et du droit naturel néo-thomiste lesta le concept de souveraineté d'une dimension d'incorporation²⁶. De ce fait, ce qui existait hors de l'histoire ne relevait pas de l'inorganique ou de l'anomique ; il s'agissait de communautés libres, les *Pueblos*²⁷. Ceux-ci, en tant que corps politiques, ou républiques, représentaient le lieu originel du pouvoir et sa forme naturelle d'exercice. Loin des manœuvres du contractualisme moderne, le souverain n'était pas

reconstruit à partir de la volonté de monades individuelles mais par le biais de pactes entre communautés prépolitiques. La république n'était pas la forme du gouvernement, mais le type de la collectivité parfaite. En ce sens, la souveraineté des *Pueblos* différa profondément de celle du peuple²⁸. L'idée que les corps politiques territorialisés représentaient les sujets originaires de la souveraineté occulta la conception moderne du pouvoir populaire. À la suite des acteurs, il faudrait nommer *majesté* cette « souveraineté incorporée » pour rectifier l'idée d'une continuité entre deux ordres inconciliables de réalité. De fait, le passage de la *majesté* – comme mode d'institution sociale et d'articulation politique – à la souveraineté constitua un processus délicat à réaliser pour les acteurs et difficile à comprendre pour nous. La question est pourtant cruciale pour explorer la « soute de l'État » en Amérique latine : en tant qu'organe de la volonté d'un peuple désincorporé, la puissance publique moderne ne pouvait coexister harmonieusement avec la *majesté*.

- 10 La résurrection des républiques urbaines – éléments naturels d'un ordre libre – entraînait nécessairement la régénération religieuse et civique des Indes. L'influence puissante de la théologie positive française, celle des Mabillon, Bossuet, Alexandre, Fleury et Rollin²⁹, contribua à doubler la narration philosophique de la « réversion de souveraineté » d'une mise en récit religieuse. La révolution fut rapportée à l'histoire sacrée et les premières communautés chrétiennes servirent de parangons rhétoriques aux jupes de 1810. Non sans de profondes conséquences politiques. Le retour aux sources chrétiennes autorisait, par exemple, la province du Socorro à s'ériger en évêché sans la permission de Rome ni du siège archiépiscopal de Bogota³⁰. La régénération civique s'exprima à travers les figures du baptême ou d'une alliance nouvelle avec Dieu. La restauration du lien d'immédiateté entre communauté et justice était suggérée par les figures du cri, de l'enthousiasme irréfléchi, de la jubilation.

« [Mompox] n'a-t-il pas célébré par des manifestations nullement équivoques la révolution de la capitale [Carthagène], à laquelle il adhère de tout cœur ? Le cri de l'Indépendance n'a-t-il pas résonné partout, depuis cette nuit où nous avons reçu la nouvelle tant attendue, s'interrogeait José María Salazar ? »³¹

Guerres organiques et milices

- 11 La conception de l'espace politique comme pluralité incorporée, c'est-à-dire comme *majesté*, posa d'incessants problèmes pratiques. L'invasion napoléonienne, en effaçant le cadre englobant de la monarchie, permettait l'autonomisation des sujets politiques locaux et les républiques municipales devinrent libres³². De ce point de vue, la Nouvelle-Grenade n'était pas tocquevillienne : la révolution des jupes ne construisait pas un Léviathan étatique néo-bourbonien ; elle reprenait l'héritage fédératif de l'Empire, mais sans le verrou monarchique, pourvoyeur d'unité. Comment, dans ces conditions, assurer la cohésion de l'ensemble ? Comment définir le ressort et limiter les compétences des républiques, organiser leurs relations ? Si la révolution de 1810 représentait une revanche de la nature sur l'histoire, ni la subordination des cités secondaires aux capitales, ni la domination des chefs-lieux sur les villages subalternes n'avaient lieu d'être. Les hasards historiques ou le chaos des décisions régaliennes ne pouvaient justifier la subordination politique des polites. Maints municipes – et parfois de simples villages – réclamèrent alors l'indépendance absolue, c'est-à-dire l'abolition de tout lien avec les autres cités. Le principe de « réversion de la souveraineté aux Peuples » devait aller au bout de ses conséquences logiques et politiques, comme le démontrait irréfutablement le député Manuel Campos³³ :

« Si l'on concède l'indépendance de Santafé [de Bogota], il faut la concéder aux *Pueblos* des provinces, à ces dernières et à tous les bouts [trozos] de Société qui peuvent se représenter par eux-mêmes politiquement, et jusqu'aux bouts les plus infimes [...]. Je dois affirmer que, Ferdinand VII absent du trône, les *Pueblos* ont tous réassumé la souveraineté : de cette manière, l'Espagne ne peut pas soumettre la capitale [Santafé], de même que cette dernière ne peut pas s'ériger en souveraine des provinces, ni les provinces en souveraines de tous les *Pueblos*, sinon de ceux qui ont confié leurs droits aux autorités qui résident dans le chef-lieu de province »³⁴.

- 12 La disparition de la légitimité ancienne aboutissait à la dislocation territoriale de la Nouvelle-Grenade, et, dans une moindre mesure, du Venezuela³⁵. Tout poussait au démembrement. Les conflits locaux étaient redoublés par le problème de la reconnaissance de la Régence puis des Cortès de Cadix. Ils s'inscrivaient aussi dans la continuité de très vifs antagonismes.

« Les rivalités et les prétentions des localités étaient le motif véritable ; les théories, le masque, et l'exemple des États-Unis, le talisman de la funeste agitation, assurait Lino de Pombo »³⁶.

- 13 La dislocation du *Reino* forme un véritable écheveau événementiel³⁷. Mompox déclara son indépendance absolue le 6 août 1810 pour se délier de Carthagène.³⁸ Santa Marta, le Chocó, Neiva, Mariquita, le Casanare, Tunja suivirent l'impulsion. Même Girón, dans le Santander actuel, « prétendait établir son gouvernement particulier et constituer [une république misérable] »³⁹. La désagrégation fut bridée par la réaction des capitales régionales. Carthagène reprit Mompox, Pamplona Girón, Tunja Sogamoso et Honda Ambalema⁴⁰. Ces guerres, menées sur la base et dans le cadre du *Pueblo*, visaient à améliorer le statut d'une communauté dans un cadre politique hérité de l'Ancien Régime⁴¹. Le terme générique de guerres organiques pourrait qualifier ces affrontements, dans la mesure où ceux-ci ne confrontaient pas des communautés distinctes les unes des autres. Les républiques urbaines revendiquaient l'autogouvernement, ni plus, ni moins. L'identité collective dans laquelle elles s'inscrivaient ne faisait pas l'objet d'une réflexion précise : au plus, les textes évoquaient-ils des « corps de nation ».

- 14 Après la réduction des villes rebelles, les capitales érigèrent leurs ressorts en États réglés constitutionnellement, à l'exemple des colonies britanniques entre 1775 et 1776. Dans ce contexte, la solution confédérale s'imposa pour unir les polites. Des Provinces-Unies apparurent aussi bien en Nouvelle-Grenade qu'au Venezuela. Si l'ancienne capitainerie promulgua une constitution fédérale, le *reino* se signa un Acte de Fédération – inspiré des Articles de Confédération de 1781 – que Bogota rejeta. Les habitants des différents états formaient le « grand peuple de Nouvelle-Grenade » ; ils étaient « amis, alliés, frères, concitoyens », même si aucune citoyenneté commune n'était définie⁴². La séduction fédérale travaillait aussi l'autre camp, maints Américains loyalistes et libéraux réclamant la transformation de la monarchie espagnole en une confédération mondiale⁴³. Au-delà des modèles influents de la Grèce, de la Hollande ou des États-Unis, ce type d'alliance paraissait à même de reconstituer l'unité à partir de la majesté. L'union confédérale articulait des corps politiques indépendants sans limiter leurs prérogatives – leur « félicité » –, soumettant l'ensemble à l'exigence salutaire du bien commun⁴⁴. Elle résolvait le problème de la faiblesse des républiques dont le bonheur modeste était menacé par les grandes puissances, selon la solution fédérative prônée par Montesquieu⁴⁵.

- 15 La question du fédéralisme, commandée par les problèmes de défense, posait celle de la structure des forces armées. Comment adapter celle-ci à la double exigence d'efficacité et de liberté civique ? Dès juillet 1810, un document officiel de la Junte de Caracas – intitulé *Organización militar para la defensa y seguridad de la Provincia de Caracas*⁴⁶ – répondait par une exaltation néoclassique des milices aux dépens des armées professionnelles. L'argumentaire ressemblait à la condamnation anglo-américaine des *standing armies*⁴⁷. L'armée de métier, héritière des abominables « régiments fixes » coloniaux, était liberticide par nature. Elle consistait en « un système horrible d'oppression » et faisait du soldat un « satellite de la tyrannie et le bourreau de ses concitoyens »⁴⁸. On réprouvait la délégation de la défense commune à des mercenaires, comme dans le *Contrat social*⁴⁹ ou parmi les républicains américains. Les soldats professionnels se coupaient du reste de leurs concitoyens du fait de leur mode de vie, morale relâchée et statut privilégié (le *fuero de guerra militar*).

« Seules les monarchies despotiques font une distinction entre les soldats et les habitants, rappelait le général Santander en 1820 : là seulement, les premiers y sont les ennemis des seconds. Dans les républiques, les soldats sont des citoyens armés, et tous les citoyens sont des soldats, des amis qui doivent s'aimer »⁵⁰.

- 16 Mais on n'en restait pas là. L'aspect le plus original du plan patriote était que, contrairement aux thèses classiques, la discontinuité entre l'état militaire et la condition civile était jugée inévitable. Cas particulier d'une réflexion plus large sur le système représentatif, le pouvoir juntiste défendait la nécessité de préserver un rapport d'immédiateté entre la cité et ses représentants armés. Faute de quoi, l'autonomisation du pouvoir militaire faisait le lit des factions armées et de la tyrannie, comme le soulignait la Société Patriotique de Miranda et Bolívar :

« Il n'y a rien de plus opposé [...] à cette liberté et à cette expression libre de la volonté du peuple que l'existence d'une force armée qui peut être commandée de manière arbitraire, qui peut être dirigée par des intérêts divergents de l'intérêt général »⁵¹.

- 17 On envisagea la solution d'une « circulation politique »⁵². Celle-ci n'était pas une relation contractuelle, ou purement délégatrice, mais un lien organique d'amitié et de confraternité entre les citoyens et les soldats. Seul ce type de relation préservait la subordination du militaire au civil, au niveau collectif comme individuel. Véronique Hébrard a bien montré qu'en chaque individu régénéré, l'homme en armes obéissait au citoyen. Les membres de la cité étaient certes des « soldat-nés de la patrie »⁵³ mais ils n'abdiquaient pas, sous les drapeaux, leurs droits civils et politiques⁵⁴. Comme l'organisation milicienne semblait garantir le principe d'immédiateté, les gardes nationales⁵⁵ ou les Corps civiques furent les unités chéries des nouveaux régimes. Chaque *Pueblo*, en tant que petite république aristocratique, mit une armée à la disposition des patriciens. Ce processus fut intense dans les régions andines qui, en raison de la révolte des *Comuneros* du Socorro (1780-1782), n'avaient pas reçu le droit de lever de milices disciplinées⁵⁶. Les cordillères s'en couvrirent, malgré la répugnance des humbles à peupler leurs rangs⁵⁷.

- 18 La circulation politique devait aussi former le bon citoyen⁵⁸. Elle réalisait l'idéal néoclassique d'une active participation de tous à la chose publique. En ce sens, les institutions militaires formaient une « école de la vertu armée pour défendre la Patrie »⁵⁹ et figuraient le « vrai patriotisme »⁶⁰. Aux lendemains de la prise de Caracas par Bolívar, Camilo Torres, président du Congrès néo-grenadin, usa de tours que n'aurait reniés ni Cicéron ni Montesquieu :

« Des événements si prodigieux montrent [...] que les officiers et les soldats de la tyrannie sont toujours lâches, bas, incapables d'honneur et de nobles sentiments ; et enfin que les ressources d'un peuple qui se bat pour la défense de ses droits sont inépuisables. Les divers événements d'une révolution permettent la manifestation de la fermeté d'âme, de la clairvoyance et de toutes les vertus de l'homme »⁶¹.

19 Ou encore Simón Bolívar, pendant les dramatiques événements de 1814 :

« Soldats : le sort exerce son empire inconstant sur le pouvoir et la fortune ; mais pas sur le mérite et la gloire des hommes héroïques, qui, faisant face aux dangers et à la mort, se couvrent d'honneur, même lorsqu'ils succombent, sans faner les lauriers que leur a concédés la victoire »⁶².

20 L'héroïsme républicain des soldats manifestait visiblement, incontestablement, le transfert réussi de la souveraineté au peuple, lequel était ici conçu comme un ensemble d'individus (et non comme un corps politique homogène). Des nouveaux liens d'affection unissaient les citoyens à la chose publique hors de toute intercession royale. Les milices représentaient la communauté – patrie ou nation – et la levée en masse de Miranda devait attester la puissance du nouvel être collectif, selon la devise janséniste du *salus populi suprema lex*⁶³.

« Ceci est le devoir le plus sacré que la patrie et la religion nous imposent. L'homme est né avec l'obligation de défendre les droits imprescriptibles dont l'a doté l'Auteur de la nature. Ce serait un crime de les ignorer et de ne pas prendre les armes pour les défendre et les soutenir. La postérité vouerait aux gémonies le nom et la mémoire de tels criminels [...] »⁶⁴.

21 Ce rapport d'immédiateté à la patrie, formulé en termes de participation à la défense commune, pouvait donc se passer des rois. L'idéal de transparence reformulait stratégiquement l'idée républicaine comme l'envers des systèmes de médiation propres à monarchie. Progressivement, l'opposition se radicalisa entre l'immédiateté vertueuse de la république et la médiation corruptrice de la royauté. Pourtant, cette antithèse n'avait rien d'évident. Les Cortès de Cadix avaient aussi des titres à revendiquer la vertu. De 1810 à 1814, elles avaient « régénéré » la vieille monarchie espagnole pour la transformer en un régime libéral et constitutionnel. Aux Amériques, en revanche, république et monarchie devenaient antagonistes.

22 Chose gênante, ce dispositif idéologique ne permettait pas de rendre compte de certains faits désolants. Comment interpréter, par exemple, la désertion hémorragique des troupes patriotes et le courage de celles du roi ? L'effondrement du fédéralisme tint à la cruelle confrontation de l'imagination politique avec la réalité de la guerre. Les défaites militaires disqualifiaient une certaine compréhension de la « transformation politique » de 1810, celle d'un retour aux communautés naturelles défendues par d'héroïques citoyens-soldats dans une atmosphère de *revival* catholique⁶⁵. Alors qu'avancait la reconquête de la Nouvelle-Grenade par le corps expéditionnaire du général Pablo Morillo, l'officier Andrés Palacios enterrait les illusions républicaines :

« Quand je vois disparaître en deux jours l'enthousiasme patriotique qui animait les *pueblos* de cette province, avec la désertion de près de deux mille hommes bien alimentés, et quand m'arrive la nouvelle de la complète dispersion de l'armée du général Urdaneta, bien financée, bien équipée, en raison de la panique qui prit ses hommes lors de l'assaut impassible de la section ennemie de chasseurs, mon imagination se peuple des idées les plus tristes quant au sort de la République. Au Venezuela, on a cru que la confédération se défendrait avec les milices, et la conquête de Monteverde a prouvé contre l'avis général que seuls des troupes de ligne et des hommes convaincus par principe pouvaient faire face »⁶⁶.

La critique centraliste

- 23 Les défaites disqualifièrent la représentation immédiate des peuples – confédéralisme – au profit d'un retour à la représentation déléguée du peuple – centralisme –. Cette mutation informait une idée nouvelle de la souveraineté et de la puissance publique. Dès 1812, dans son célèbre *Manifeste de Carthagène*, Bolívar peignait un sombre tableau des insuffisances militaires et politiques des Provinces-Unies du Venezuela⁶⁷. Le désastre ruinait l'association du confédéralisme avec les valeurs du républicanisme (classique). À l'inexistante coordination militaire s'ajoutaient les faiblesses de l'armée de ligne et la nullité des troupes de milices⁶⁸. En Nouvelle-Grenade, les guerres picrocholines entre cités prendront le sobriquet de *Patria Boba*, la patrie ingénue. Pour la plupart des chefs militaires, le paradigme confédéral exemplifiait l'impuissance et l'ingouvernabilité. Il démontrait à la fois l'immaturité américaine et la nécessité d'un gouvernement fort, voire dictatorial, contre les « républiques aériennes »⁶⁹. Ces jugements paraissaient d'autant plus incontestables que la plupart des catastrophes avaient été prévues de longue date par les adversaires du confédéralisme, comme Antonio Nariño.
- 24 Cet *Ilustrado* avait publié une traduction des Droits de l'homme et du citoyen en 1794, ce qui lui avait valu un long emprisonnement. Acteur central de la *Patria Boba*, il rédigeait un journal satirique et politique au ton voltairien, *La Bagatela*. Dans une série d'articles célèbres, il critiqua le modèle des Articles de Confédération de 1781. Les habitants des colonies espagnoles étaient selon lui dénués de la vertu nécessaire pour imiter l'illustre précédent car ils ignoraient tout du gouvernement participatif et collégial.
- « L'Amérique du Nord a bu pendant deux siècles la liberté que nous-mêmes voulons boire en un jour ; quand le mot de liberté était un délit horrible, [...] quand ici non seulement on ignorait les Droits de l'homme, mais que c'était un crime horrible de lèse-majesté que de prononcer ces mots, là-bas, on les connaissait, on les pratiquait, on les défendait avec la presse et avec les armes »⁷⁰.
- 25 Nariño était sans doute moins jacobin qu'hamiltonien. Le souverain tout-puissant d'un de ses contes philosophiques souhaitait une « république aristocratique élective », comparable à l'interprétation que les *Federalist Papers* avaient donnée de la constitution de 1787⁷¹. Ces analyses « centralistes » nourrissaient la réflexion créole sur les adaptations nécessaires du républicanisme aux conditions sociales, politiques et culturelles de l'Amérique moderne. Selon une interprétation qui s'imposa avec le temps, il ne s'agissait plus tant de rétablir la vertu en s'émancipant d'un pouvoir colonial corrupteur – cas des treize colonies britanniques – mais d'établir, à partir d'une humanité corrompue, un gouvernement libre et une société juste. Cette prémisse devint universelle après 1815.
- 26 Ce pessimisme, notable aussi chez Miranda⁷² ou Bolívar, se donnait comme un réalisme politique et suscitait une mutation du langage et des pratiques. Les notions-clés du discours révolutionnaire – citoyen, peuple, république, régénération et vertu – se peuplèrent de nouvelles significations. Si le registre néoclassique demeurait, du moins connaissait-il un déplacement conceptuel. La triple détermination corporative, jusnaturaliste et fédérative avait fait des « peuples » et des « républiques » des entités substantielles formalisées par le droit. La critique centraliste mina ces montages pour laisser place à un discours plus moderne, où « république » et « peuple » qualifiaient respectivement une forme de gouvernement antimonarchique et la libre association des citoyens. Le sens du mot « nation » évolua dans le même sens. La Nouvelle-Grenade, et chacune de ses provinces, s'identifièrent à des « corps de nation »⁷³ qui furent

moqués par Nariño sous le nom de « souverainetés partielles »⁷⁴. Jusqu'en 1813, la plupart de celles-ci n'étaient pas considérées comme antithétiques à la « Nation espagnole », l'Empire ou la monarchie. Ce n'est qu'après cette date que le terme prit un sens exclusif, comme le montre un article du journal fédéraliste *El Argos de la Nueva Granada* dont le rôle était de

« [...] former l'esprit public de la nation, rectifier et fixer l'opinion publique, et enfin persuader de la nécessité où se trouvent les provinces de se témoigner une mutuelle déférence et de faire de grands sacrifices pour maintenir l'unité nationale, et soutenir le tout, même au prix [du sacrifice] de chacune d'elle »⁷⁵.

- 27 Ce premier centralisme était donc un fédéralisme inspiré de la constitution américaine de 1787, destinée à cimenter l'Union et à bâtir la nation. En ce sens, si l'on reprend les catégories révolutionnaires nord-américaines, les centralistes créoles étaient des *Federalists* et les fédéralistes des *anti-Federalists*⁷⁶. Ces derniers souhaitaient construire un sujet unifié de la souveraineté à partir des consensus dégagés lors de la grande querelle des années 1808-1811 sur la représentation. La liberté, l'indépendance et, surtout, l'égalité des *Pueblos* constituaient les notions-clés d'une critique du régime colonial et du despotisme bourbonien. Mais, plus profondément, au-delà de ces adversaires topiques, les acteurs condamnaient une conception ancienne de l'ordre monarchique. Il s'agissait d'abolir une hiérarchie reposant sur des prééminences substantielles de dignité. Le débat concernant le concept de capitale permet de mieux comprendre le sens de cette critique. L'enjeu du problème n'était pas secondaire : il fallait déterminer le lieu du pouvoir, à la fois symbolique et réel, en précisant les titres légitimes au gouvernement. La capitale, expliquait-on, ne pouvait plus tirer sa qualité d'un *fiat* souverain, ni de l'histoire, ni d'un nominalisme scolastique, ni de qualités particulières comme l'importance de sa population, son commerce, sa beauté, ses lumières ou les mœurs de ses habitants⁷⁷.

« Le nom de capitale de la ville de Santafé, exposait la Junte de Carthagène, ne découlait pas d'autre chose que de l'attribution, par la volonté de nos souverains, du siège des autorités supérieures, auxquelles leurs majestés avaient confié l'administration et le haut gouvernement du *Reino*. Une telle qualité ne relevait pas du sol matériel de Santafé, ni de ses naturels et habitants qui considéraient avoir la même relation avec les autorités que les sujets des autres provinces. Son titre dépendait uniquement de la présence de ces autorités, par quels principes a-t-on pu imaginer que ses fonctions avaient été refondues dans le peuple [*pueblo*] de Santafé, pour que celle-ci continuât à porter le nom de capitale ? »⁷⁸.

- 28 Enfin d'accord, la plupart des acteurs affirmaient que la tête du *reino* ne constituait pas la « matrice »⁷⁹ éminente des provinces, selon les catégories largement employées du droit canon. Elle ne représentait pas plus le corps civique à la manière d'une image, médiatrice entre les hommes et le principe (religieux) du pouvoir, articulée aux autres images de Dieu sur la terre – l'Église, la Couronne, le roi – par des relations d'homologie et de subordination. De fait, confédéralistes et centralistes condamnaient conjointement un ordre politique référé à la majesté. Mais alors que les premiers refusaient absolument toute centralité au pouvoir, au nom de l'égalité et de la liberté des cités, les seconds insistaient sur la différence entre la capitale comme « matrice » avec le siège d'un gouvernement moderne. Nariño, en ce sens, déploya toute son énergie pour expliquer la rupture que signifiait l'adoption de la souveraineté populaire dans la redéfinition de l'ordre territorial : les capitales ne dominaient plus en raison de leurs titres, prestige ou droits particuliers, ou par le fait qu'elles étaient des cours en raison de la présence des autorités représentant le monarque. Ce qui les qualifiait en

propre était d'abriter le siège du congrès en tant que représentation du « corps de nation ». Dans sa *Conversación familiar entre Patricio y Floro*, Nariño-Patricio démontrait à Floro que le centre du pouvoir ne pouvait plus seulement se définir par « l'auguste privilège dont jouissent les grandes cours ou siège royal »⁸⁰. Le plus intéressant est que l'auteur créole parvenait à distinguer les « deux souverainetés » – entendons la majesté de la capitale et la souveraineté du congrès – capables, selon lui, de coexister :

« Je suis convaincu, précisait en effet Patricio, que les deux Souverainetés peuvent être jointes en raison de la différence de leurs attributions, et que ceci est aussi utile à Santafé qu'aux autres provinces, parce qu'ainsi elles prospèrent dans le temps sous la protection de leurs représentants respectifs »⁸¹.

- 29 Le fédéralisme du traducteur des Droits de l'homme ne constitue pas la préfiguration du futur centralisme bolivarien, à l'allure nettement plus « jacobine ». Il constitue néanmoins une critique des consensus confédéraux, qui, croyant critiquer les montages de la majesté monarchique, reprenaient à leur compte l'une de ses manifestations territoriales : l'aspect fédératif et agrégatif de la monarchie. En outre, la force des idées confédérales fit que les idées d'égalité et de liberté prirent un sens collectif plutôt qu'individuel. Le libéralisme néo-grenadin y prit une tonalité singulière, qu'on ne retrouve guère au Venezuela, par exemple.
- 30 La révolution des droits collectifs conduisit néanmoins à des impasses théoriques et pratiques, qui induisirent les chefs patriotes – surtout militaires – à rompre avec les conceptions incorporées de l'identité politique, lesquelles étaient, au fond, des formes sécularisées et modernisées de la théologie catholique. De fait, les centralistes, bien représentés parmi les états-majors, animaient un processus de désincorporation, jugé nécessaire pour pourvoir le gouvernement d'une volonté agissante⁸². Cette dynamique était complexe en raison de sa nature hybride, à la fois réelle et symbolique. La critique par les armes soutenant celle des mots, les discours étayaient les violences et les violences les discours pour refonder la souveraineté et réaliser l'indépendance⁸³.
« Avec la presse et avec les armes... »⁸⁴
- 31 Le Venezuela se « désincorpora » le premier. Aux oppositions entre corps municipaux et aux inimitiés entre lignées patriciennes se substituèrent de nouvelles lignes de front. La crise de l'ordre impérial suscitait la désarticulation de la société de castas et de corps⁸⁵. S'affranchissant du cadre de la guerre organique, les combats investirent la segmentation coloniale des esclaves, des métis libres, des Indiens ou des créoles blancs.
- 32 Rien de tel ne se produisit en Nouvelle-Grenade, sauf, peut-être, sur la côte Caraïbe. La divergence entre les deux espaces était due à différence des stratégies loyalistes. Les royalistes vénézuéliens, appuyés par la hiérarchie ecclésiastique, se trouvaient en position de faiblesse depuis la révolution dans le gouvernement. Ils estimèrent qu'ils devaient faire appel au peuple chrétien contre la république. Soutenus par l'archevêque de Caracas, Narciso Coll y Prat, ils parvinrent à mobiliser mulâtres et esclaves contre le pouvoir confédéral. En juin 1812, d'imposants soulèvements se formèrent sur les arrières de Miranda. Fin 1813, au nom du roi et de la religion⁸⁶, se produisit l'insurrection des *Llaneros* métis des plaines de l'Orénoque. Placés sous la conduite d'officiers américains ou péninsulaires, cette Vendée de 7 000 à 9 000 hommes vainquit les troupes patriotes lors des batailles sanglantes de la Puerta et d'Urica (1814). Le processus de politisation et le recours au peuple profond hors des cadres corporatifs donnaient aux violences l'allure d'une guerre populaire. Les luttes civiles se multipliaient, risquant de faire sombrer le Venezuela dans l'anomie.

- 33 Pour échapper à cette anarchie, les états-majors patriotes devaient subordonner « les protagonistes sociopolitiques [...] aux acteurs politico-militaires »⁸⁷, afin de rabattre ces brutalités sur une lutte aux départs bien clairs : d'un côté, la croisade contre l'irrégion et la « diablocratie »⁸⁸ ; de l'autre, la défense de l'indépendance et de la liberté⁸⁹. Le décret de « guerre à mort », pris par Bolívar le 15 juin 1813, devait remplir cette fonction. La guerre sans merci suspendait le droit des gens et ouvrait une lutte discriminatoire. Elle promettait ainsi les « Espagnols » – entendons les loyalistes – à l'anéantissement et amnistiait les Américains. L'ombre d'Haïti planait sur le texte. L'état-major *libertador* promulgua la guerre sans quartier à la suite de vifs débats avec un groupe radical où figuraient des réfugiés de Saint-Domingue⁹⁰.
- 34 La « guerre à mort » visait plusieurs objectifs. D'abord, la désignation de l'ennemi devait dessiner par contraste les véritables contours de la patrie. En ce sens, il faut soutenir qu'au Venezuela, la guerre nationale précéda la nation. Ensuite, en alignant le conflit sur des figures idéologiques simples – république/monarchie, indépendance/colonie, etc. –, l'état-major bolivarien rabattait la multiplicité des soulèvements sociaux et « raciaux » – potentiellement anomiques et sans utilité politique – sur l'alternative de la liberté et du despotisme. Enfin, et ce fut l'argument décisif, il s'agissait de profiter des dynamiques portées par la mobilisation populaire – politisation, polarisation, déterritorialisation, désincorporation – pour échapper au cercle vicieux des guerres organiques. Les combats limités entre *Pueblos* interdisaient l'assomption d'une souveraineté nationale dépassant l'horizon local. La « guerre à mort » devait condenser ces conflits autour de l'alternative de la république vénézuélienne ou de la monarchie (constitutionnelle) espagnole. En un mot, il fallait à la fois conjurer les conflits de classes, de races et de couleurs⁹¹ et sortir du cercle des guerres organiques. Le décret constituait, au sens fort, un *speech-act* où la distinction discursive de l'ami et de l'ennemi trouvait sa validation sur les champs de bataille. Jusqu'en 1820, on ne fit pas de quartier, sauf aux vaincus qui changeaient de camp (ce qui n'était pas rare). Les massacres succédaient aux combats et les assignations d'« Espagnols » et d'« Américains » occultaient la véritable division entre « royalistes » et « républicains »⁹².
- Le recours aux plaines⁹³
- 35 La manœuvre bolivarienne échoua. Les *Llaneros* et l'armée loyaliste terrassèrent la « Seconde République » dont Bolívar avait été nommé dictateur. Deux ans plus tard, en 1816, la Patrie Ingénue néo-grenadine périssait sous les coups du corps expéditionnaire envoyé par Ferdinand VII pour rétablir aux Indes un pouvoir absolu qu'il avait déjà imposé aux Espagnols. La Confédération, malgré la résistance héroïque du port de Carthagène des Indes, ne put offrir d'opposition cohérente face aux 10 000 soldats du général Pablo Morillo, lesquels étaient pour la plupart d'anciens libéraux ou des guérilleros devenus gênants dans la péninsule⁹⁴. Les élites patriotes s'exilèrent aux Antilles, d'abord à la Jamaïque, puis en Haïti sous la protection du président Pétion.
- 36 La déroute allait paradoxalement résoudre un certain nombre de problèmes militaires et politiques. Elle obligeait le camp patriote à un basculement stratégique vers les plaines du bassin de l'Orénoque, les *Llanos*. De l'embouchure du grand fleuve au piémont andin de la Nouvelle-Grenade, ces espaces constituaient alors un front de colonisation⁹⁵. En raison de leur faible niveau d'institutionnalisation et des difficultés de communication avec les zones peuplées des cordillères et les chaînes côtières, les *Llanos* étaient propices à une résistance nouvelle manière. Des groupes républicains se

disséminèrent dans le *monte*, les zones sauvages de passage. Ils adoptaient une organisation irrégulière et la guerre de harcèlement. Certes, la guérilla ne constituait pas une nouveauté absolue. Les armées loyalistes de l'Asturien José Tomás Boves aussi bien que les troupes patriotes de l'Orient vénézuélien avaient opté pour cette stratégie dès 1813. Beaucoup d'irréguliers avaient servi sous le républicain Mariño ou le royaliste Morales. Mais contrairement à leurs devancières, les guérillas issues du désastre de 1814 étaient au départ dépourvues de tout centre de commandement. Éparpillés dans un espace grand comme la France, ces quelques milliers d'hommes représentaient tout ce qui restait du camp indépendantiste. Ces colonnes en haillons ne défendaient pas seulement la république, elles étaient la république en armes. Elles furent, à ce titre, la préfiguration sociologique de la République de Colombie.

- 37 Le recours aux plaines sonnait la revanche des logiques militaires sur les fatalités sociales et les continuités politiques. Rien, au début du XIX^e siècle, ne semblait pourtant faire de la guérilla un facteur de changement. Les unités irrégulières, lorsqu'elles n'étaient pas attachées à une armée en campagne, gardaient un fort caractère communautaire. Au cours de la Guerre d'Indépendance espagnole, l'attachement à la localité et à ses valeurs traditionnelles expliquait la formation de groupes irréguliers dans les provinces⁹⁶. La résistance patriote des *Llanos* n'eut pas cet aspect organique, même si certains épisodes attestèrent la prégnance du réflexe d'incorporation. Lors de la junte de San Diego de Cabrutica, par exemple, les groupes armés de l'Orient institutionnalisèrent leur association sous la forme d'un gouvernement municipal⁹⁷.
- 38 Tout conspirait cependant à la désincorporation. La guerre irrégulière favorisait un type d'autorité charismatique et négocié. Des hommes nouveaux, comme les anciens péons José Antonio Páez, Zaraza ou Cedeño, accédèrent au pouvoir grâce à leurs prouesses militaires. La guérilla promouvait d'autres grandeurs que les valeurs traditionnelles. Les milices patriotiques et les bataillons de ligne avaient d'abord été dirigés par des patriciens en vertu de logiques de lignée, patronage et clientélisme. Le gros des élites républicaines s'était exilé aux Antilles. Les talents nécessaires à la stratégie de guérilla ne favorisaient pas les patriciens qui avaient pu trouver refuge dans les *Llanos*. Francisco de Paula Santander fut par exemple démis parce qu'il organisait des campements fixes alors qu'il fallait nomadiser pour subsister, comme le savait son successeur José Antonio Páez⁹⁸. Quelques fils de famille, comme Cruz Carrillo, surent s'adapter à la nouvelle donne et devenir d'éminents patrons. Ce n'était pas tant l'origine sociale qui faisait le *caudillo* militaire, mais un talent exceptionnel fait de flair militaire et d'une compréhension intuitive des attentes des hommes⁹⁹. La mise à l'écart, temporaire, des patriciens locaux symbolisait l'affranchissement des guérillas vis-à-vis des logiques sociales traditionnelles. Cette rupture se traduisait aussi dans la géographie, les *Llanos* « sauvages » et militaires s'opposant au monde urbain et « civilisé » des Andes et des reliefs côtiers.
- 39 Dernier effet de désincorporation : la guerre irrégulière construisait un rapport inédit à l'espace. Certes, la stratégie patriote supposait le parcours incessant des détachements et le *hit and run*. Des centaines de messagers franchissaient des distances considérables au péril de leur vie. La guérilla contournait surtout l'ordre incorporé des *ciudades, villas, pueblos, sitios, lugares* et de la société corporative en général¹⁰⁰. La souveraineté nouvelle se déployait contre la majesté ancienne à la faveur du vide des institutions ; nature contre histoire. En 1825, Bolívar remarquait que les déserts étaient républicains par essence¹⁰¹. Páez écrivit que « les forêts, les montagnes et les *Llanos* [du Venezuela

invitaient] l'homme à la liberté, les hauteurs et les plaines [l'accueillaient] en son sein pour le protéger de la supériorité numérique de l'ennemi »¹⁰². Aux *Llaneros*, il dit un jour : « Vous êtes invincibles : vos chevaux, vos lances et ces déserts vous délivrent de la tyrannie. Vous serez indépendants au mépris de l'Empire espagnol »¹⁰³. Bolívar, comme Páez, associaient l'énergie patriotique aux qualités concrètes de l'espace. De prime abord, ces métaphores semblent anecdotiques. La République de Colombie s'affirmait pourtant aux marges. À l'origine, son ressort et sa compétence se confondirent avec un espace de guerre dont la nature homogène rappelait les caractères de la souveraineté moderne¹⁰⁴. Demeurait, néanmoins, le plus épineux des problèmes, celui du fondement politique et de la figuration sociologique de la République unitaire : le Peuple.

La République armée ou le retour à Montesquieu

- 40 De 1814 à 1821, la République fut aux mains des soldats, hors de toute référence – sauf rhétorique – à la légitimité des assemblées confédérales. L'originalité de la situation colombienne tint à cette militarisation de la cause indépendantiste. La République de Colombie advint au cours d'un « provisoire » prétorien. Santander notait que « la république [était] un champ de bataille où l'on [n'entendait] d'autre voix que celle du général »¹⁰⁵. Ainsi échut-il aux hommes en armes d'établir les nouvelles institutions. Dès 1817, au milieu des difficultés, l'état-major *libertador* créa un Conseil d'État pour fonder – au sens strict – une administration démarquée du modèle napoléonien. Mais la grande affaire consistait à restaurer le régime représentatif et promulguer une constitution pour réinscrire le combat patriote dans son horizon libéral. Le paradoxe – coextensif à celui, classique, de l'état d'exception – fut que les institutions civiles procédaient d'un pouvoir *de facto*, d'essence militaire. Les armées de Bolívar furent la base sociologique et surtout morale des institutions civiles.
- 41 Fondement sociologique, dans la mesure où l'armée tint lieu de peuple souverain lors des élections, qui, en 1818, élirent le Congrès d'Angostura. Le plus naturellement du monde, près de 20 députés sur 30 furent désignés par les camps. Beaucoup d'élus étaient militaires, et les civils les créatures des *caudillos*. Base morale aussi, car l'armée libératrice ne joua pas seulement un rôle d'intérim exécutif. Sa situation en faisait la représentation visible du Peuple et la figuration active de la Nation. En vertu d'une réappropriation inattendue des valeurs du républicanisme classique, les soldats incarnaient la véritable citoyenneté. Ils étaient le peuple et la patrie, parce qu'ils avaient contribué, par leur vertu – leur courage – et leur engagement personnel, au bien public. Ce sacrifice revêtait un sens existentiel pour la Nation ; il prouvait que les Américains n'avaient pas été corrompus absolument par le pouvoir absolu des Bourbons.
- 42 Les patriotes avaient enfin trouvé un peuple, après les déceptions initiales. Dans une lettre célèbre au vice-président Santander, Bolívar évoqua cette inversion axiologique du rapport entre citoyenneté et milice¹⁰⁶ :
- « Ces messieurs [les fédéralistes] pensent que la volonté du peuple est leur opinion, sans savoir qu'en Colombie, le peuple est dans l'armée, parce qu'il y est vraiment [...] ; parce que de plus, c'est le peuple qui veut, le peuple qui œuvre et le peuple qui peut ; le reste, ce sont des gens qui végètent plus ou moins malignement, avec plus ou moins de patriotisme, mais de toute façon sans autre droit que la citoyenneté passive »¹⁰⁷.
- 43 Ce texte doit être compris littéralement. La république (néoclassique) des soldats-citoyens fondait la République libérale. Fêré de César, Voltaire et Rousseau¹⁰⁸, Bolívar

retournait à *L'Esprit des Lois*, « [ce] code que nous devons consulter, et non celui de Washington »¹⁰⁹. Si le retour à la vertu faisait de l'armée la clé de voûte du système républicain, c'est parce que l'institution militaire rejetait un certain type de citoyenneté. Alors que le libéralisme promouvait les liens contractuels, volitifs, égalitaires, l'armée manifestait, comme au temps des juntes, la puissance d'une relation organique, hiérarchisée, sacrificielle avec la collectivité. En exaltant les Spartiates, les états-majors ne faisaient pas tant retour à un Ancien Régime imaginaire qu'ils témoignaient leur scepticisme à l'égard de la liberté des modernes comme force cohésive de la société. Le flux révolutionnaire avait dissous la croyance dans le caractère refondateur du libéralisme. Plus généralement, les circonstances adverses avaient mis en suspens l'idée que le cadre législatif pouvait transformer les réalités politiques et sociales. La conception de la loi comme règle performatrice empêchait l'émergence de la société civile comme sphère de libertés définie négativement par les normes juridiques. L'idée nouvelle selon laquelle tout ce qui n'est pas prohibé doit être permis produisait la crainte générale de la licence et du libertinage, même chez les plus libéraux. Et cette peur de l'inorganique paralysait la formation d'un espace civil de droits échappant à la puissance publique¹¹⁰. La liberté des modernes ne pouvait produire d'effets bénéfiques que si les citoyens savaient en user. L'impensé du libéralisme était qu'il supposait des mœurs urbaines et des vertus civiques sans expliquer comment les produire là où elles n'existaient pas. Or les centralistes jugeaient que l'Amérique méridionale n'était pas (encore) civilisée. L'eût-elle été, l'exemple de la France révolutionnaire montrait que le légicentrisme abstrait était voué à l'échec :

« Même la nation la plus instruite de l'univers antique et moderne, estimait Bolívar, n'a pas su résister à la violence des tempêtes inhérentes aux pures théories ; et si la France européenne, toujours indépendante et souveraine, n'a pas supporté le poids énorme d'une liberté infinie, comment serait-il donné à la Colombie de réaliser le délire de Robespierre et de Marat ? »¹¹¹.

- 44 L'analyse politique délaissa la sphère – libérale – du droit pour l'étude des mœurs. L'impuissance législative favorisait le développement d'une sociologie intuitive, à prétention réaliste, visant à justifier la puissance de l'exécutif. Si la révolution des droits avait échoué à régénérer la communauté, il fallait reformuler le projet républicain autour de deux axes : 1) permettre au nouveau pouvoir de durer ; 2) construire la citoyenneté, non plus définie en termes de droits, mais comme un ensemble de mœurs et d'habitudes.
- 45 La première question, celle de la stabilité du régime, échappait à la sphère des principes où régnaient les langages jusnaturalistes. Elle se transformait en un débat sur les moyens, légitimant des institutions d'exception antidémocratiques ou antilibérales : dictature temporaire, rétablissement du principe d'hérédité, présidence à vie, gouvernement militaire¹¹². L'idéal républicain en était bouleversé : la transparence et l'immédiateté de la communauté civique à elle-même disparaissaient comme idéal régulateur. Pour autant, on n'abandonnait en rien la réflexion sur les finalités civiques, sauf que celle-ci se temporalisait. Il s'agissait de trouver, selon la métaphore de Bolívar, un « point fixe »¹¹³ apte à ancrer l'État pour transformer progressivement les barbares en citoyens. Plus que les lois justes, c'était la régularité des mœurs civiques qui établissait la République dans sa recherche du bonheur public. L'Armée libératrice, et son héros, le *Libertador*, incarnèrent ces perfections dans une société jugée

déliquescente¹¹⁴. La citoyenneté s'identifia au civisme, le civisme à la civilité, et la civilité à la civilisation. Les restrictions du droit de suffrage suivirent.

- 46 La seconde question soulignait la nécessité d'une pédagogie républicaine mais posait en réalité le problème de l'autorité. Quels étaient les titres de la République à susciter l'obligation politique ? Car, comme l'avait prévu Montesquieu, faute de vertu, les lois républicaines avaient « cessé d'être exécutées »¹¹⁵. En d'autres termes, comment s'affranchir sans dommage des fondements théologiques de l'Empire pour s'auto-instituer par le biais d'un droit positif libéral ? Passé l'enthousiasme des commencements, les nouvelles bases constitutionnelles parurent incapables d'asseoir la République sur un fondement sûr et permanent. Il fallait trouver des expédients institutionnels. Lors des débats préliminaires à la constitution de 1819, les Bolivariens proposèrent la création d'un « pouvoir moral », afin d'établir les « vertus publiques »¹¹⁶. Une chambre de morale devait modeler l'« habitude et [la] coutume », en récompensant « les vertus publiques par les honneurs et la gloire »¹¹⁷ et en châtiant « les vices par l'opprobre et l'infamie ». Une chambre d'éducation surveillerait l'établissement d'une république des mœurs. L'« Aréopage » s'inspirait de la chambre des Lords et de Montesquieu¹¹⁸. Le principe héréditaire fit repousser le projet au profit d'une haute assemblée composée de membres nommés à vie¹¹⁹.

- 47 La pensée révolutionnaire s'investit aussi dans l'évaluation axiologique de la société et la notion de peuple s'enrichit alors de nouvelles significations¹²⁰. Il n'était plus question de l'assimiler aux manœuvres d'incorporation de l'Ancien Régime (*los pueblos*). Il convenait aussi de dépasser le formalisme du *Pueblo* comme support abstrait de la volonté générale et de la souveraineté démocratique. Au singulier et sans majuscule, le *pueblo* se faisait réalité sociale, et, à ce titre, exigeait une analyse concrète en termes d'habitudes, illustration, coutumes. Cette descente vers les « plaines du réel »¹²¹ alimenta un pessimisme politique où se fonda la conviction qu'un régime pleinement libéral était inadapté à l'Amérique espagnole. Les habitants de chair et d'os formaient « une vile canaille », selon la gouaille voltairienne d'un Bolívar ; ils étaient des sauvages étrangers à toute rationalité, faisant planer sur le Venezuela le spectre d'une « pardocratie » inspirée de l'exemple haïtien¹²². Le peuple n'était pas à la hauteur du Peuple, comme l'attestait une sociologie morale adossée à la théorie des climats et des races. Montesquieu était convoqué sous le « brûlant tropique » pour ranger la barbarie des loyalistes indiens ou noirs – *Pastusos* ou *Patianos* – dans le même sac que celle des patriotes métis ou indiens de l'Apure et du Casanare :

« Ces messieurs [toujours les fédéralistes] pensent que la Colombie est peuplée de gens vêtus de laine, qui se chauffent aux cheminées de Bogota, Tunja et Pamplona¹²³. Ils n'ont pas jeté leur regard sur les Caraïbes de l'Orénoque, les pasteurs de l'Apure, les marins de Maracaibo, les bateliers du Magdalena, les bandits du Patía, les indomptables *Pastusos*, les Guajibos du Casanare et toutes ces hordes sauvages de l'Afrique et de l'Amérique qui parcourent comme des bêtes les solitudes de la Colombie »¹²⁴.

- 48 L'érosion du paradigme libéral aboutissait à des résultats paradoxaux. Le besoin de fonder la république sur les vertus antiques aboutissait à l'exaltation de l'Armée libératrice. Mais, dans un même mouvement, la réflexion sur les mœurs condamnait la sauvagerie des soldats. Excellence des légions ; barbarie du rang : ce hiatus légitimait une aristocratie militaire qui exerça le pouvoir jusqu'en 1830.

La Colombie dans la sphère du *ius gentium* et du droit public international

- 49 La Nouvelle-Grenade et le Venezuela furent libérés de la présence royaliste en deux ans, de la victoire de Boyacá, en août 1819, à celle de Carabobo en juin 1821. La République de Colombie passait du statut de projet constitutionnel à celui de réalité étatique. Ce processus était marqué par une triple convergence : militaire, avec la transformation des guérillas patriotes en armée régulière ; juridique, avec l'adoption du droit des gens et la fin de la « guerre à mort » ; politique, avec la reconnaissance tacite de l'existence d'une République de Colombie par les autorités espagnoles.
- 50 Un armistice de six mois et un traité de régularisation de la guerre furent signés les 25 et 26 novembre 1820 à Trujillo, où avait été décrétée la « guerre à mort ». Le premier pacte faisait entrer la guerre d'indépendance dans la sphère du *ius publicum europæum* ; le second dans celui du *ius gentium*. C'était un tournant politique qui répondait enfin à la question posée par Bolívar dans son décret de 1813. La révolution était-elle une rébellion lèse-majesté, comme le soutenaient les armées du roi ou une guerre d'indépendance nationale ? Dans un cas, les patriotes devaient être tenus pour félons à la justice royale. Dans l'autre, ils étaient des ennemis étrangers, protégés par le droit public international. La première interprétation ayant prévalu, les partis se traitaient mutuellement de bandits. *Le Correo del Orinoco* qualifiait Morillo de meneur (*cabecilla*)¹²⁵ ; lequel considérait les campements patriotes comme les bases d'un vaste marronnage (*rochelas*). En mettant fin à la « guerre à mort », les belligérants passaient, en droit, d'une lutte discriminatoire à un combat interétatique. L'armistice et le traité de régularisation valaient pour une déclaration de guerre dans l'espace du droit public international – à la manière de la Déclaration d'Indépendance américaine¹²⁶ – présumant la souveraineté de la Colombie¹²⁷. L'applicabilité des règles internationales entraînait la défaite politique des Espagnols en admettant que le conflit confrontait deux États indépendants.
- 51 En 1821, les débats constitutionnels du Congrès de Cúcuta portèrent témoignage de cette détermination de l'État et de la République par la guerre. Comme aux beaux jours de la *Patria Boba*, la discussion opposa fédéralistes et centralistes. La militarisation de la république avait fait évoluer les positions des premiers : face aux urgences militaires, il fallait un gouvernement puissant et l'on vanta le fédéralisme de 1787¹²⁸. Les fédéralistes employaient le vocabulaire de l'*ius gentium* pour soutenir leurs positions. Les États indépendants se définissaient par leur capacité à déclarer la guerre et à signer des *fœdera*. Toute république accédant à l'espace interétatique était donc de nature fédérale, comme le démontrait l'histoire : les Grecs contre Xerxès, la Suisse, la Hollande ou les États-Unis. Mais le débat se structura bientôt autour d'un problème de priorité : d'abord l'indépendance, ou d'abord la liberté ? Les fédéralistes optaient pour l'immunité des peuples face à l'arbitraire des gouvernants, contre le « centralisme exterminateur »¹²⁹ des Français. Les centralistes plaidaient l'urgence de l'indépendance nationale, sans laquelle aucune liberté n'était durable. Cet argument convainquit.
- 52 La victoire centraliste s'accompagna d'une mobilisation sans exemple de la société néo-grenadine dans l'*Ejército libertador*. Celui-ci fut peuplé de 30 000 hommes pour une population de seulement deux millions d'habitants. Les immunités et les droits des *pueblos* ne purent s'opposer à cette levée massive, souvent réalisée de force. La société incorporée n'offrit que peu de résistances à la souveraineté de l'État. Puissante et bien encadrée, l'armée de Bolívar arracha l'indépendance définitive de l'Amérique du Sud lors de la bataille péruvienne d'Ayacucho, fin 1824. Ce triomphe n'abolissait pas la société incorporée ni le fédéralisme qui en fut l'incarnation politique. L'État militaire

bolivarien était fragile : il manquait de bases sociales. Il disparut en 1830 lorsque les *Pueblos* parvinrent à accéder à la sphère publique et à maîtriser le lexique républicain et libéral par le biais du *pronunciamiento*. Réplique lointaine de la dissolution de l'Empire, l'effondrement de la Colombie laissait place à trois nations, le Venezuela, la Nouvelle-Grenade et l'Équateur. À ces États revenait l'impossible tâche de bâtir un ordre souverain, alors que leur naissance avait lieu sous le signe des majestés territoriales, les cités¹³⁰.

NOTES

1. MONTESQUIEU, *De l'Esprit des lois*, IV, V.
2. On pense aux travaux de Luis Castro Leiva, Germán Carrera Damas, Javier Ocampo López, Elías Pino Iturrieta.
3. Madrid, Mapfre, 1992.
4. C'était pourtant la position commune des premiers historiens de l'épopée, la plupart d'entre eux ayant participé aux événements comme José Manuel Restrepo (représentant de l'Antioquia au Congrès fédéral des Provinces-Unies puis ministre de l'Intérieur de la Colombie).
5. Selon les propres termes du caudillo patriote José Antonio Páez citant Adam Smith. « Relation de José Antonio Páez au commandant des frontières du Portugal », San Fernando de Atabajo, 21 décembre 1817, Archivo General de Indias [AGI], *Estado*, Caracas, leg. 71, doc. 18, fol. 111.
6. Le *Reino*, correspondait à l'Audience de Bogota, soit, *grosso modo*, la Colombie actuelle ; l'Équateur actuel se reconnaît dans la présidence de Quito (audience non prétorienne) et le Venezuela était devenu capitainerie générale en 1777.
7. Jaime Rodríguez construit tout son ouvrage autour de l'idée que le dénouement indépendantiste n'a été qu'un pis-aller dû à la force des choses dans la majeure partie de l'Amérique espagnole (*La Independencia de la América española*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1996).
8. Véronique HÉBRARD, *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours, 1808-1830*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 75-119.
9. Chiffres calculés d'après les recensements publiés par John Lombardi, *People and Places in Colonial Venezuela*, Bloomington, Indiana University Press, 1976.
10. Sur les conséquences de la Révolution française dans l'espace hispanique, William J. CALLAHAN Jr., « La propaganda, la sedición y la Revolución Francesa en la Capitanía General de Venezuela (1789-1796) », *Boletín Histórico* (Caracas), n° V-14, 1967, p. 201 s. ; Clément THIBAUD, « "Coupé têtes, brûlé cazes" : peurs et désirs d'Haïti dans l'Amérique de Bolívar », *Annales HSS*, n° 58-2, mars-avril 2003, p. 305-331. Alejandro E. GÓMEZ, « Las revoluciones blanqueadoras : elites mulatas haitianas y "pardos beneméritos" venezolanos, y su aspiración a la igualdad, 1789-1812 », *Nuevo Mundo/Mundos Nuevos*, n° 5, 2005, <http://nuevomundo.revues.org/document868.html>.
11. François-Xavier GUERRA, « La identidad republicana en la Epoca de la independencia », Gonzalo SÁNCHEZ GÓMEZ et María E. WILLS OBREGÓN (éd.), *Museo, memoria*

y nación, Bogota, Museo Nacional de Colombia, p. 253-283 ; Georges LOMNÉ, « Face à l'averne de la révolution. Le " véritable patriotisme " des Néo-Grenadins », Marc BELISSA et Bernard COTTRET (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques 1773-1802*, Rennes, Les Perséides, 2005, p. 163-181.

12. Georges LOMNÉ, *Le lis et la grenade. Mise en scène et mutation imaginaire de la souveraineté à Quito et Santafé de Bogota (1789-1830)*, Thèse de doctorat, Université de Marne-la-Vallée, 2003.

13. Pablo FERNÁNDEZ ALBALADEJO, *Fragmentos de monarquía. Trabajos de historia política*, Madrid, Alianza, 1992, p. 61 s. Annick LEMPÉRIÈRE, *Entre Dieu et le roi, la république. Mexico XVI^e-XIX^e siècles*, Paris, Les Belles Lettres, 2004, notamment p. 63-70.

14. Par ex. Pablo FERNÁNDEZ ALBALADEJO, *Fragmentos...*, op. cit., « La monarquía de los Borbones ».

15. Cf. entre autres exemples : *Oración pronunciada de orden de el Exmo. Señor virey, y real acuerdo en la solemnidad de acción de gracias celebrada en esta Iglesia Catedral Metropolitana de Santafé de Bogotá e día 19 de enero de 1809 por la instalación de la Suprema Junta Central de Regencia*, Bogota, En la Imprenta Real Bruno Espinosa de Monteros, 1809. Georges LOMNÉ, *Le lis...*, op. cit., p. 264-308.

16. Simón BOLÍVAR, « Discurso de Angostura », *Correo del Orinoco*, n° 19, 20 février 1819. L'expression originale est « república sola, e indivisible ».

17. Jean-Frédéric SCHAUB, « El pasado republicano del espacio público », in François-Xavier GUERRA, Annick LEMPÉRIÈRE et al., *Los espacios públicos en Iberoamerica*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1998, p. 63-99 ; Id., « Une histoire culturelle comme histoire politique », *Annales HSS*, n° 56/4-5, 2001, p. 981-997 ; Annick LEMPÉRIÈRE, *Entre Dieu et le roi*, op. cit., chap. III, « Le patriotisme républicain ».

18. Le degré d'intégration et de représentation de l'Amérique au sein de cet ensemble fut l'objet d'une discussion acharnée d'où naquit la volonté d'indépendance (François-Xavier GUERRA, *Modernidad...*, op. cit., chap. IV.) Voir Marie-Laure RIEU-MILLÁN, *Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz*, Madrid, CSIC, 1990 ; Manuel CHUST, *La cuestión nacional americana en las Cortes de Cádiz (1810-1814)*, Valencia, Fundación Instituto de Historia Social, 1999.

19. Ce processus a été reconstitué en détail par Richard HOCQUELLET, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne, 1808-1812*, Paris, Bibliothèque de l'Histoire, 2001 ; Id., « Les Patriotes espagnols en révolution. La convocation des Cortès extraordinaires de Cadix (1808-1810) », *Revue Historique*, n° 623, 2002, p. 657-691 ; Id., « Les élites et le peuple face à l'invasion napoléonienne : pratiques sociales traditionnelles et politique moderne (1808-1812) », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, 2004, p. 71-90.

20. Isabela RESTREPO, *Souveraineté et représentation en Nouvelle-Grenade, 1810-1816*, DEA de l'Université de Paris I, 1999, p. 6.

21. Toutes ces juntas se proclament en effet « conservatrices des droits de Ferdinand VII », comme Caracas, Carthagène ou Bogotá.

22. *Apologia de la Provincia del Socorro, sobre el crimen de cismatica que se la imputa por la ereccion de obispado*, Santafé de Bogotá, En la Imprenta Real de Don Bruno Espinosa de los Monteros, 1811, p. 6.

23. Rafael GÓMEZ HOYOS, *La revolución granadina de 1810. Ideario de una generación y de una época. 1781-1821*, Bogota, Editorial Temis, 1962, p. 133-204. Carlos STOETZER, *Las raíces*

escolásticas de la emancipación en la América española, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1982.

24. Texte sans date de José María GUTIÉRREZ, Manuel Ezequiel CORRALES, *Documentos para la historia de la provincia de Cartagena de Indias, hoy estado soberano de Bolívar en la Unión colombiana*, Bogotá, Imprenta de Medardo Rivas, 1883 (désormais Corrales), I, p. 192.

25. Voir, à ce titre, les pages instructives de Juan Germán ROSCIO, *El triunfo de la libertad sobre el despotismo*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1996 [1817], p. 7-9.

26. Otto von GIERKE, *Teorías políticas de la Edad Media*, edición de F. MAITLAND, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1995 [1881], p. 72-74 ; Ernst H. KANTOROWICZ, *The King's two Bodies. A Study in Mediaeval Political Theology*, Princeton, Princeton University Press, 1957, chap. 6.

27. On reconnaît ici l'influence de Suárez, pour qui, l'état de nature n'est pas tant peuplé d'individus indépendants que de collectivités naturelles libres : Pierre MESNARD, *Jean Bodin en la historia del pensamiento*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1962, introduction de José Antonio MARAVALL, p. 20.

28. Javier OCAMPO LÓPEZ, *El Proceso ideológico de la emancipación en Colombia*, Bogota, Planeta, 1999 [1974], parle de « revolución de los cabildos », p. 167.

29. Mario GÓNGORA, « Estudios sobre el galicanismo y la " Ilustración católica " en América Española », *Revista Chilena de Historia y Geografía*, n° 125, 1957 ; *Id.*, *Studies in the Colonial History of Spanish America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975. Sur l'Espagne, avec quelques remarques sur l'Amérique : Emile APPOLIS, *Les jansénistes espagnols*, Bordeaux, Sobodi, 1966 ; Joël SAUGNIEUX, *Le jansénisme espagnol du XVIII^e siècle, ses composantes et ses sources*, Oviedo, Cátedra Feijóo, 1975.

30. *Apologia de la Provincia del Socorro ...*, op. cit.

31. CORRALES, I, 196.

32. Antonio ANNINO, « Soberanías en lucha » dans Antonio ANNINO, Luis CASTRO LEIVA et François-Xavier GUERRA (dir.), *De los imperios a las naciones : Iberoamérica*, Saragosse, IberCaja, 1994, p. 229-250 ; Federica MORELLI, *Territoire ou nation ? Equateur 1760-1830. Réforme et dissolution de l'espace impérial*, Paris, L'Harmattan, 2005, chap. 1 et 2 ; Geneviève VERDO, *Les « Provinces désunies » du Rio de la Plata : souveraineté et représentation politique dans l'Indépendance argentine (1808-1821)*, Thèse de doctorat de l'Université de Paris I, 1998.

33. Javier OCAMPO LÓPEZ, *El Proceso*, op. cit., p. 152.

34. « Voto de Manuel Campos », 5 janvier 1811, *Sobre la admision en el Congreso del Representante de Sogamoso*, Santafé de Bogota, 1811.

35. Pour une analyse des différences, voir Véronique HÉBRARD, *Le Venezuela indépendant...*, op. cit., p. 75-119.

36. Lettre de Lino de Pombo, cité dans Bernardo J. CAYCEDO, *Grandezas y miserias de dos victorias*, Bogota, 1951, p. 31.

37. Rodrigo LLANO ISAZA, *Centralismo y federalismo (1810-1816)*, Bogota, Banco de la República, El Ancora, 1999.

38. Adelaida SOURDIS DE LA VEGA, *Cartagena de Indias durante le Primera República, 1810-1815*, Bogota, Banco de la República, 1988, p. 29 et Aline HELG, *Liberty & Equality in Carribean Colombia 1770-1835*, Columbia, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2004.

39. José Manuel RESTREPO, *Historia de la Revolución de la República de Colombia*, Medellín, 1969 [1858], I, p. 142.

40. Rebecca A. EARLE, *Spain and the Independence of Colombia 1810-1825*, Exeter, University of Exeter Press, 2000, p. 38 s.
41. En général, les *Pueblos* revendiquaient par les armes le statut colonial immédiatement supérieur : les *pueblos* réclamaient le statut de *villa*, les *villas*, celui de *ciudad*, et les *ciudades*, le gouvernement d'une province autonome.
42. « Acta de Federación », 27.XI.1811, art. 9, dans *Congreso Congreso de las Provincias Unidas 1811-1814*, Bogotá, Biblioteca de la Presidencia de la República, 1989, I, p. 1-21.
43. Par ex. du Chilien Juan EGAÑA, « Los derechos del Pueblo », 1813, *Pensamiento político de la emancipación (1790-1825)*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1977, I, p. 241-245.
44. « Acta de Federación », art. 9.
45. *L'Esprit des Lois*, IX, I-III.
46. *Organización militar para la defensa y seguridad de la Provincia de Caracas propuesta por la junta de guerra, aprobada y mandada executar por la Suprema Conservadora de los Derechos del Sr. D. Fernando VII en Venezuela*, Caracas, Imprenta de Gallagher y Lame, 1810. Miguel José SANZ conduit le même type de réflexion privilégiant la milice dans son journal *El Semanario de Caracas*, n° 13, 27.I.1811 et n° 14, 3.II.1811.
47. Lawrence DELBERT CRESS, « Radical Whiggery on the Role of the Military : Ideological Roots of the American Revolutionary Militia », *Journal of the History of Ideas*, n° 40-1, 1979, p. 43-60.
48. « Organización militar... », *op. cit.*, p. 7.
49. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Contrat social*, livre III, chapitre XV.
50. Lettre de Santander à Castillo y Rada, Barranquilla, le 10 septembre 1820, Archivo General de la Nación (Bogota) [AGNB], *Archivo Restrepo*, vol. 10, fol. 39.
51. « Memoria sobre el Poder Militar de Caracas dirigida por la Sociedad Patriótica al Supremo Gobierno », 21 octobre 1811, dans *La forja de un ejército*, *op. cit.*, p. 50.
52. « Organización militar... », *op. cit.*, p. 7.
53. Véronique HÉBRARD, *Le Venezuela indépendant...*, *op. cit.*, p. 186-205. Toutes les constitutions provinciales de Nouvelle-Grenade rappellent ce principe. Par exemple, Constitution du Cundinamarca, 1811, titre IX, art. 2 (*Constituciones de Colombia* [CC.], Bogota, Banco Popular, 1986, I, p. 366) ; Constitution de la République de Tunja, 1811, Section 5, art. 1 (CC., I, p. 455), Constitution de l'État d'Antioquia, 1812, titre VIII, art. 3 (CC., I, p. 522), etc.
54. Véronique HÉBRARD, « ¿Patricio o soldado. Qué uniforme para el ciudadano? El hombre en armas en la construcción de la nación (Venezuela, primera mitad del siglo XIX) », *Revista de Indias*, n° 225, 2002, p. 429-462, ici p. 432-436. Georges LOMNÉ, *Le lis...*, *op. cit.*, p. 181-196 et 266-277 et *id.*, « Una "palestra de gladiadores". Colombia de 1810 a 1828 : guerra de emancipación o guerra civil ? », in Gonzalo Sánchez Gómez et María Emma Wills Obregón, *Museo, memoria y nación*, *op. cit.*, p. 285-314.
55. À Bogota, un bataillon de volontaires de la garde nationale est mis sur pied dès le 23 juillet 1810, trois jours après le *Cabildo extraordinario* (« Bando de la Junta Suprema », dans Félix BLANCO et Ramón AZPURÚA (éd.), *Documentos para la historia de la vida pública del Libertador* [BA], Caracas, 1875-1877, II, 565. Des corps civiques existent à Caracas en 1813.
56. Allan J. KUETHE, *Military Reform and Society in New Granada, 1773-1808*, Gainesville, University Press of Florida, 1970 ; John Leddy PHELAN, *The People and the King. The Comunero Revolution in Colombia, 1781*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1978 ; John R. FISHER, Allan J. KUETHE, Anthony MCFARLANE (éd.), *Reform and Insurrection in*

- Bourbon New Granada and Peru, Baton Rouge et Londres, Louisiana State University Press, 1990. Voir aussi le *Reglamento ú organizacion militar para la defensa y seguridad de las Provincias-Unidas de la Nueva Granada*, AGNB, *Archivo Restrepo*, vol. 12, fol. 236.
57. Arnoy Fajardo Barragán, *Algo más que sables y penachos. Militares y sociedad en las provincias del interior de la Nueva Granada (segunda mitad del siglo XVIII – 1819)*, mémoire de licence de l'Université Nationale de Colombie, 2005.
58. « Reglamento ú organizacion militar para la defensa y seguridad de las Provincias-Unidas de la Nueva Granada », AGNB, *Archivo Restrepo*, vol. 12, fol. 236-253.
59. *Ibid.*, fol. 236.
60. Lettre de Camilo Torres, 22.XI.1813, AGNB, *Archivo Restrepo*, vol. 12, fol. 214.
61. *Ibid.*
62. Proclamation de Bolívar aux soldats, Ocaña, 27.X.1814, AGNB, *Archivo Restrepo*, microfilm 67, fol. 112.
63. Victor Goldschmitt, « Introduction », dans Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, Paris, GF-Flammarion, 1979, I, p. 34.
64. « Ley Marcial », Caracas, 19 juin 1812, in *La forja...*, *op. cit.*, p. 91.
65. Georges Lomné, *Le lis...*, p. 376-415.
66. Andrés Palacios, Cocuy, 30.XI.1815, AGNB, *Archivo Restrepo*, microfilm n° 2, fol. 256.
67. « Memoria dirigida a los ciudadanos de la Nueva Granada por un caraqueño », Carthagène, 15 décembre 1812 dans *Cartas del Libertador [CL]*, Caracas, Banco de Venezuela, Fundación Vicente Lecuna, 1964-1967, I, p. 57-66, I, p. 65.
68. *Ibid.*, I, p. 60.
69. « Memoria dirigida... », *op. cit.*
70. *La Bagatela*, n° 19, 30.XI.1811.
71. *La Bagatela*, N° 5, 11.VIII.1811. La devise du journal, à partir de son n° 9 est : *Pluribus unum*. Sur le caractère aristocratique de la représentation aux États-Unis, Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, Champs, p. 159-170.
72. Cf. par exemple sa proclamation de Maracay (1812), in Michael Zeuske (éd.), *Francisco de Miranda y la modernidad en América*, Madrid, Mapfre Távera, 2004, p. 195.
73. Les Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade, sont, d'après l'Acte de Fédération du 27 novembre 1811, un « corps de nation », *Congreso de las Provincias Unidas 1811-1814*, Bogotá, Biblioteca de la Presidencia de la República, 1989, I, p. 1. L'État de Carthagène, dans sa constitution de 1812, se revendique « Corps de nation », « Constitución política del Estado de Cartagena de indias, expedida el 14 de junio de 1812 », tit. 2, art. 2, dans Corrales, I, p. 492.
74. « Continuación del dictamen sobre el gobierno de la Nueva Granada », *La Bagatela*, n° 7, 25.VIII.1811.
75. *El Argos de la Nueva Granada*, n° 1, 11.XI.1813. Voir Hans-Joachim König, *En el camino hacia la nación. Nacionalismo en el proceso de formación del Estado y de la Nación de la Nueva Granada, 1750-1856*, Bogota, Banco de la República, 1988, p. 189-203.
76. Et non aux Jacobins comme on le laisse entendre communément.
77. Contrairement à ce que pensaient beaucoup d'acteurs en 1810, comme José María Gutiérrez, de Mompoix : « Entre esas razones contais, principalmente, la de ser esta Villa un lugar superior por su poblacion, comodidades y hermosura al de casi todos los del Reino que se titulan cabezas de Provincia; la de ser por su localidad la garganta del Reino, una escala del comercio, abundante de nobleza, de riqueza y de víveres, adornado de bellos edificios, establecimientos piadosos, Escuelas para la educacion, Colegio universidad, y, sobre todo, el carácter solamente del ejercicio y posesion en que

estuvo de aquel título desde el año de setenta y seis (1776), posesion que perdió temporalmente por motivos pequeños, y que seria un delirio afirmar que no puede recobrar ahora. », CORRALES, I, p. 199-200.

78.« Exposicion de la Junta de Cartagena de Indias sobre los sucesos de Mompox, encaminados á formar una Provincia independiente », Carthagène, 4 décembre 1810, p. 210. La dernière phrase est une traduction libre.

79.« Oficio de los militares de Santa Marta », 28 juillet 1811, CORRALES, I, p. 281.

80.Anonyme (attribué à A. Nariño), *Conversación familiar entre Patricio y Floro en el Boquerón la tarde del 2 de Setiembre de 1811. Sobre si le conviene á Santafé ser la Ciudad federal o centro del Congreso federativo*, Santafé de Bogotá, En la imprenta Patriótica de D. Nicolás Calvo, 1811.

81.*Ibid.*

82.Sur le concept de désincorporation, voir Claude LEFORT, « Introduction », Gordon WOOD, *La création de la République américaine : 1776-1787*, Paris, Belin, 1991.

83.Cette dynamique touche aussi les fédéralistes, à des titres divers, notamment en raison de la nécessité d'unifier la nation face à l'étranger, dans les relations diplomatiques ou les affrontements militaires. (cf. « Ley sobre gobierno unitario », 15.XI.1815, in *Congreso de las Provincias Unidas*, op. cit., II, p. 147-149). Isabela RESTREPO, *Souveraineté...*, op. cit., p. 57-60 et Id., « La soberanía del « pueblo » durante la época de la Independencia, 1810-1815 », *Historia Crítica*, n° 29, 2005, p. 101-123.

84.Voir la citation de Nariño reproduite *infra*.

85.Clément THIBAUD, « Coupé têtes, brûlé cazes » : peurs et désirs d'Haïti dans l'Amérique de Bolivar », *Annales HSS*, n° 58-2, 2003, p. 311-319.

86.José Francico HEREDIA, *Memorias del regente Heredia*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1986, p. 45.

87.Gilles BATAILLON, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 144.

88.« Memoria del Arzobispo Illmo. Señor Coll y Prat », Caracas, le 25 août 1812 dans Narciso COLL Y PRAT, *Memoriales sobre la Independencia de Venezuela*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1960, p. 59.

89.Cf. les bulletins de l'*Ejército libertador de Venezuela* pendant la Campagne admirable, notamment le n° 2 (Trujillo, 22 juin 1813) qui se termine ainsi : « Todo hombre será soldado, puesto que las mujeres se han convertido en guerreras, y cada soldado será un héroe por salvar pueblos que prefieren la libertad a la vida. », in *La forja...*, op. cit., p. 137.

90.Antonio Nicolás BRICEÑO, *Plan para libertar Venezuela*, Carthagène, 1813. Veronique HÉBRARD et Geneviève VERDO, « L'imaginaire patriotique au miroir de la Conquête espagnole », *Histoire et sociétés de l'Amérique latine*, n° 15-1, 2002, p. 65-68.

91.L'idée que la guerre d'Indépendance comportait des conflits de classes et de couleurs remonte au XIX^e siècle, notamment chez l'auteur conservateur José Manuel RESTREPO, ministre de l'Intérieur de Colombie, dans sa monumentale *Historia de la Revolución de Colombia*, op. cit. (notamment III, p. 117).

92.« Simón Bolívar, Brigadier de la Union, General en Xefe del Ejército del Norte, Libertador de Venezuela, A sus Conciudadanos » connu comme le décret de « guerre à mort », Trujillo, 15 juin 1813, dans *La forja...*, op. cit., p. 134.

93.Jorge I. DOMÍNGUEZ, *Insurrección or Loyalty. The Breakdown of the Spanish American Empire*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1980, p. 196-198 et Michael ZEUSKE,

- « Regiones, espacios e hinterland en la independencia de Venezuela. Lo espacial en la política de Simón Bolívar », *Revista de las Américas*, n° 1, 2003, p. 39-59, surtout p. 47-50.
94. Juan MARCHENA FERNÁNDEZ, « Obedientes al rey, desleales a sus ideas. Las tropas de la expedición de Morillo para la Reconquista de la Nueva Granada », III Congreso sobre Fuerzas Armadas en Iberoamérica, 14-16 novembre 2005, Carmona (Andalousie).
95. Miquel IZARD, « Ni cuatrerros, ni montoneros : Llaneros », *Boletín Americanista*, n° 31, 1981, p. 82-142 ; « Sin domicilio fijo, senda segura, ni destino conocido : los llaneros del Apure a finales del período colonial », *Boletín Americanista*, n° 33, 1983, p. 13-83 ; « Sin el menor arraigo ni responsabilidad. Llaneros y ganadería a principios del siglo XIX », *Boletín Americanista*, n° 37, 1987, p. 109-142 ; Orejanos, cimarrones y arrochelados. *Los llaneros del Apure*, Barcelone, Sendai, 1988 ; Jane M. LOY, « Horsemen of the Tropics : a Comparative View of the Llaneros in the History of Venezuela and Colombia », *Boletín Americanista*, n° 31, 1981, p. 159-171 ; *Id.*, « Forgotten Comuneros : the 1781 Revolt in the Llanos of Casanare », *Hispanic American Historical Review*, n° 61-2, 1981, p. 235-257 ; Adelina RODRÍGUEZ MIRABAL, *La formación del latifundio ganadero, 1750-1800*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1987.
96. John L. TONE, *La guerrilla española y la derrota de Napoleón*, Madrid, Alianza Editorial, 1999. Vittorio SCOTTI DOUGLAS, « La guérilla espagnole contre l'armée napoléonienne », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, 2004, p. 91-105.
97. BA, V, 423-425 et *Las Fuerzas Armadas de Venezuela en el siglo XIX. Textos para su estudio*, Caracas, 1963-1969, II, p. 160-164. Cf. José DE AUSTRIA, *Bosquejo de Historia Militar de Venezuela*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1960 [1855], I, p. 423-425.
98. C'est l'épisode connu comme la mutinerie d'Arichuna (16 septembre 1816), d'où naquit cette haine entre les deux hommes qui contribua à la sécession du Venezuela d'avec la Colombie (1826-1830). « Apuntes sobre la guerra de independencia », *El Nacional*, n° 123, 5 août 1838.
99. Voir, dans le camp royaliste, la belle lettre de Morales à Morillo, Villa de Cura, 31 juillet 1816, dans *El teniente general Pablo Morillo, primer Conde la Cartagena, Marqués de la Puerta (1778-1837)*, Madrid, Establecimiento Tipográfico de Fontanet, 1908-1910, III, p. 91-92. Les analyses de Páez sont souvent remarquables, comme en témoignent ses mémoires : José Antonio PÁEZ, *Autobiografía*, New York, H. R. Elliot & Co., 1945 [1867].
100. Marta HERRERA, *Ordenar para controlar. Ordenamiento espacial y control político en las Llanuras del Caribe y en los Andes Centrales. Siglo XVIII*, Bogota, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2002.
101. José Antonio PÁEZ, *Autobiografía*, op. cit., I, p. 101.
102. *Ibid.*
103. « A los habitantes del Llano », *El Sombrero*, 17 février 1818. OL, XV, 579.
104. « Reglamento de elecciones para el Congreso de Angostura », Angostura, 17 octobre 1818, dans José Manuel RESTREPO, *Documentos importantes de Nueva Granada, Venezuela y Colombia*, Bogota, Imprenta Nacional, 1969, I, p. 371, art. 14.
105. Francisco de PAULA SANTANDER, « El General Simón Bolívar en la campaña de la Nueva Granada de 1819 (Santafé, Imprenta del C. B. E. por el C. Nicomedes Lora, 1820) », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, n° 21, 1938, p. 217.
106. Véronique HÉBRARD, *Le Venezuela indépendant...*, op. cit., p. 205-213.
107. Bolívar à Santander, San Carlos, 12 juin 1821, CL, III, p. 78.
108. Salvador de Madariaga, *Bolívar*, Mexico, Hermes, 1951, II, p. 80.

109. Vicente LECUNA, *Proclamas y discursos del Libertador*, Caracas, p. 210-211, cité par Leopoldo UPRIMNY, *El pensamiento filosófico y político en el congreso de Cúcuta*, Bogota, Instituto Caro y Cuervo, 1971, p. 34.
110. François-Xavier GUERRA, Annick LEMPÉRIÈRE et al., *Los espacios públicos en Iberoamérica. Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1998.
111. Cité dans Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, *État de droit et états d'exception. Étude d'une relation dialectique à partir du constitutionnalisme colombien*, Thèse de Droit public de l'Université Paris III, 2001, p. 225.
112. Constitution bolivienne [1826], titre V, ch. 1 art. 77-80, CC., III, p. 139-140 ; Clément THIBAUD, « En la búsqueda de un punto fijo para la República. El Cesarismo en Venezuela y Colombia », *Revista de Indias*, n° 225, 2002, p. 463-494. Brian LOVEMAN, *The Constitution of Tyranny : Regimes of Exception in Spanish America*, Pittsburg, Pittsburgh University Press, 1993, p. 29-45 ; Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, *État de droit...*, op. cit., p. 136-172 et 227-242.
113. « Mensaje con que el Libertador presentó su proyecto de constitución al congreso constituyente de Bolivia », Lima, 25 mai 1826, CC., III, p. 118.
114. Georges LOMNÉ, *Le lis...*, op. cit., p. 491-508.
115. MONTESQUIEU, *De l'Esprit des lois*, III, III, « Du principe de la démocratie ».
116. « Del Poder moral », art. 5, reproduit dans Leopoldo UPRIMNY, *Pensamiento...*, op. cit., p. 38.
117. Section 2, art. 1 et 2, dans *ibid.*, p. 41.
118. *De l'Esprit des lois*, V, VII.
119. « Acta 79 », *Congreso de Cúcuta. Libro de actas*, Bogota, Biblioteca de Historia Nacional, 1921, p. 75. Leopoldo UPRIMNY, *Pensamiento...*, op. cit., p. 23
120. François-Xavier GUERRA, « Voces del pueblo. » *redes de comunicación y orígenes de la opinión en el mundo hispanico (1808-1814)* », *Revista de Indias*, n° 62-225, 2002, p. 357-383.
121. Juan GERMÁN ROSCIO, *El triunfo de la libertad sobre el despotismo*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1996 [1817], p. 29.
122. Frédérique LANGUE, « La pardocratie ou l'itinéraire d'une "classe dangereuse" dans le Venezuela des dix-huitième et dix-neuvièmes siècles : les élites latinoaméricaines », *Caravelle*, n° 67, 1996, p. 57-72 ; Clément Thibaud, « Coupé têtes... », op. cit.
123. L'expression originelle est : « lanudos, arropados en las chimeneas... ».
124. Bolívar à Santander, San Carlos, 13 juin 1821, CL, III, p. 78.
125. *Correo del Orinoco*, n° 2, 4 juillet 1818.
126. J.G.A. POCKOCK, « States, Republics and Empires : The American Founding in Early Modern Perspective », Terence BALL et J.G.A. POCKOCK (éd.), *Conceptual Change and the Constitution*, Lawrence, The University Press of Kansas, 1988, p. 55-77.
127. Idée déjà contenue dans la représentation du procureur Andrés Level de Goda au roi Ferdinand VII, Caracas, 5 décembre 1819 dans « Memorias de Andrés Level de Goda, a sus hijos », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, n° 21, 1938, p. 199. Du côté patriote, elle est développée par Juan GARCÍA DEL RÍO, *Meditaciones colombianas*, Bogota, Editorial Incunables, 1985 [1829], p. 56 (« Consideraciones sobre la marcha de la República de Colombia hasta mediados de 1828 », 24 août 1829).
128. « Acta 14 », *Actas del Congreso de Cúcuta 1821*, Bogota, Presidencia de la República, 1989, I, p. 51, intervention de José Ignacio Márquez.

129. *Ibid.*

130. Clément THIBAUD, « Entre les cités et l'État. Caudillos et pronunciamientos en Colombie », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 62, 2006, p. 5-26.

RÉSUMÉS

L'Empire espagnol n'ignorait pas l'idée de bien commun, associée à sa vocation providentielle. Comme forme juridique, la *respublica christiana* structurait en profondeur la société corporative des Indes de Castille. Lorsque survient la révolution libérale espagnole qui déclenche le processus d'indépendance en Nouvelle-Grenade (Colombie actuelle) et au Venezuela, ces corps républicains laissent place à des républiques unitaires composées de citoyens égaux. Il s'agit ici d'analyser les causes et les modalités de cette transformation, qui voit un ordre pluriel et corporatif se transformer en une souveraineté nationale. Le fédéralisme permet de traduire l'héritage agrégatif de l'Empire en langages et en pratiques modernes tandis que la dynamique guerrière tendit à centraliser le gouvernement et permit d'étayer la constitution d'une communauté nationale.

From the republics in arms to the armed Republic: revolutionary war, federalism, and centralism in Venezuela and in Nouvelle-Grenade, 1808-1830. The Spanish Empire understood the concept of the common welfare in its providential form. In its legal dimension, the «*respublica christiana*» provided the fundamental organization of the corporate society of the Indes de Castille. When the liberal Spanish Revolution initiated the process of independance in Nouvelle-Grenade (present-day Colombia) and in Venezuela, these republican bodies were replaced by republics composed of equal citizens. This article examines the causes and means by which a pluralistic and corporative order is transformed into a sovereign nation. Federalism enabled the varied heritage of the Empire to be expressed in language and in modern practices while the warlike dynamic tended to centralize the government and to permit the formation of a national community.

INDEX

Mots-clés : fédéralisme, centralisation, guérilla, républicanisme, milice, gouvernement représentatif

AUTEUR

CLÉMENT THIBAUD

Université de Nantes, CRHIA – MASCIPO, chemin de la Censive du Tertre, BP 81227,
44312 Nantes cedex 3, clement.thibaud@univ-nantes.fr